

La culture pour chacun : dernière manifestation pompeuse de l'indigence d'une pensée politique à bout de souffle !

**En guise de préambule**

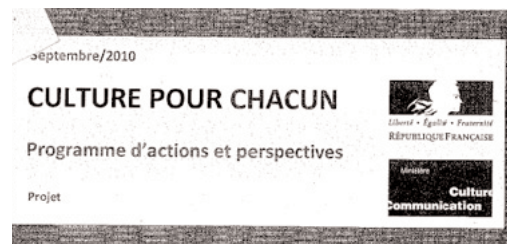


Depuis son entrée en fonction, nous attendions désespérément de connaître les grandes lignes de la politique culturelle qu'entendait impulser Frédéric Mitterrand. Certes, celle-ci est étroitement encadrée par le président de la république lui-même, mais rien n'interdit à un ministre de faire preuve d'ambition politique. Or à ce jour,

les seuls « grands » projets que l'on puisse citer c'est une loi Hadopi mal ficelée (et encore, celle-ci n'est-elle qu'un avatar de DAVDSI) et la hautement contestable Maison de l'Histoire de France.

C'est sans doute pour marquer son passage que Frédéric Mitterrand a lancé le concept aguicheur de « culture pour chacun » lors de la célébration du 50ème anniversaire de notre ministère et en a fait l'un des axes essentiels de ses vœux 2010. A relire ces derniers, ce glissement sémantique pouvait ne constituer qu'une action classique de communication visant à s'auto-satisfaire de sa politique culturelle : un catalogue des actions engagées, quelques objectifs prioritaires parmi lesquels la poursuite d'un grand plan de numérisation puisqu'il faut bien prendre en compte un internet de plus en plus omniprésent. Néanmoins au détour d'un paragraphe de ses vœux, l'affirmation presque en catimini d'une culture "Pour chacun, parce que « la culture pour tous », c'est trop souvent la culture pour les mêmes, toujours pour les mêmes – parfois même pour quelques-uns seulement" aurait du nous interpeller. Il s'agissait bien, dans la logique des politiques libérales ambiantes, d'un appel en faveur d'un individualisme censé se substituer à des pratiques collectives et à la démocratisation qui devraient guider les politiques culturelles publiques et du Ministère en particulier.

Le texte rédigé dans le secret de son cabinet par son conseiller Francis Lacloche et Guillaume Pfister « Culture pour chacun. Programmes d'actions et perspectives » le confirme amplement. En 13 pages, ce dernier, prenant ouvertement le contrepied de la culture pour tous, proclamée autrefois par Jean Vilar et Antoine Vitez, essaye de tracer le cadre de la politique mitterrandienne, avec un slogan : "Passer de la culture pour tous à la culture pour chacun". Ces dernières semaines, les DRAC ont été sommées d'organiser, avec plus ou moins de précipitation, une foulditude de forums, séminaires et journées d'étude pour décortiquer la substantifique moelle de la "Cdc", comme on dit désormais dans la novlangue ministérielle. D'où l'impression d'une vaste campagne incantatoire destinée à contrer les oppositions des acteurs culturels et de leurs organisations professionnelles qui ont mené des actions de contestation des forums organisés par les DRAC.



Et comme il faut bien donner quelque consistance à ce dialogue social tant prôné par le Ministère, Francis Lacloche avait convié, ce 6 janvier, les organisations syndicales pour tenter de leur expliciter les grands axes de cette nouvelle doctrine et, si possible, les rallier à sa cause. Qu'on se rassure ! Il ne fut pas vraiment convaincant !

Même si ce qu'il est désormais convenu d'appeler le "rapport Lacloche/Pfister" nous a été présenté comme un simple document de travail provisoire qui n'aurait jamais du « fuiter » à destination du public, il constitue le seul texte "officiel" à notre disposition. Et à sa lecture attentive, nous ne sommes pas déçus. Car malgré son caractère indigeste et sa pauvreté d'analyse, il reflète un combat idéologique d'un autre âge dont il n'est pas inutile de démasquer et dénoncer les ressorts.

## L'appel à Malraux

Comme Nicolas Sarkozy avant lui invoquait les cendres de Guy Mocquet ou les mannes de Jean Jaurès, le “rapport Lacluche/Pfister” appelle à la rescousse André Malraux pour remettre en cause le concept de « démocratisation culturelle ».

L'idée de “culture pour chacun” avait en effet été formulée en 1966, par André Malraux, au moment du vote du budget à l'Assemblée nationale : “Il y a deux façons de concevoir la culture : l'une, en gros, que j'appellerai "soviétique", l'autre "démocratique", mais je ne tiens pas du tout à ces mots. Ce qui est clair, c'est qu'il y a la culture pour tous et qu'il y a la culture pour chacun. Dans l'un des cas, il s'agit en aidant tout le monde de faire que le monde aille dans le même sens — dans l'autre cas, il s'agit que tous ceux qui veulent une chose à laquelle ils ont droit puissent l'obtenir. Je le dis clairement : nous tentons la culture pour chacun”.



L'honnêteté intellectuelle aurait consisté à ne pas sortir la phrase de son contexte et citer la suite : “Cette tentative signifie que nous devrions, dans les dix ans, avoir en France une maison de la culture par département. Avec une maison par département nous ouvrons la France. Alors qu'il coûte extraordinairement cher de faire un ensemble de représentations sur cinq maisons de la culture, il est extrêmement bon marché, quand on a réalisé un prototype, de le multiplier par quatre-vingts.” Et rappeler le contexte de “guerre froide” qui prévalait dans les années 1960....

La “culture pour chacun” n'a plus rien à voir avec ce qui inspirait Malraux. Le “rapport Lacluche/Pfister” évite d'ailleurs soigneusement d'employer les termes « art, artistes », tout comme il n'aborde pas la question de l'aide à la création et à sa diffusion. Seule l'intérêt, la logique de marché.

### Un constat maintes fois évoqué : l'échec de la démocratisation culturelle

Selon une stratégie éprouvée de ce gouvernement, le meilleur moyen de détruire une politique publique ou d'abandonner à d'autres une mission jusqu'ici prise en charge par l'État, c'est de mettre en avant les échecs, quitte à les caricaturer. Il est vrai que Nicolas Sarkozy lui-même n'a pas manqué de le rappeler dans sa lettre de mission à Christine Albanel. Le “rapport Lacluche/Pfister” n'y coupe pas, insistant sur « le résultat décevant des politiques de démocratisation » : les populations défavorisées et les jeunes ne fréquenteraient

pas les lieux culturels, comprenons les théâtres, les scènes nationales, les centres chorégraphiques et autres lieux de concerts. Sur un autre sujet, peut-être aurait-il préconisé l'abandon du suffrage universel ... prétextant le fort pourcentage d'abstentions ?

**SUD Culture Solidaires ne partage pas ce constat.** La situation est bien évidemment autrement plus complexe et nuancée. Depuis des décennies, les acteurs culturels, avec le soutien de l'État (il est vrai de plus en plus chichement accordé) et des collectivités territoriales, se sont démenés partout sur le territoire pour mettre en place une multitude d'actions culturelles qui font souvent référence dans les autres pays. Il est vrai aussi que l'essor considérable depuis un demi-siècle des industries médiatico-publicitaires, dites “culturelles”, a contribué à rapprocher la culture de la population. Nul ne le nie.

**Pour autant, nous reconnaissons que la situation n'est pas idyllique.** Les inégalités sociales et économiques, l'accroissement du chômage, le repli sur soi, le démantèlement de l'Education Nationale, de ses programmes et de ses effectifs, l'offre culturelle elle-même, telle qu'elle est véhiculée par les médias (télé-réalités, “culture” commerciale,...), de plus en plus populiste, de plus en plus soumise au lois du marché, voire le sentiment d'une partie des acteurs culturels d'appartenir à une « élite », tout cela ne peut que contribuer à engendrer et accentuer des inégalités culturelles.

### Un bouc émissaire : la culture et les acteurs culturels eux-mêmes... facteurs d'“intimidation sociale” !!!

Le “rapport Lacluche/Pfister” ose justifier ainsi l'échec de la démocratisation culturelle : “D'une certaine manière, le véritable obstacle à une politique de démocratisation culturelle, c'est la culture elle-même. Une certaine idée de la culture, répandue dans les composantes les plus diverses de la société, conduit, sous couvert d'exigence et d'excellence, à un processus d'intimidation sociale. Cette intimidation tient les groupes sociaux exilés d'une culture officielle trop éloignée de leurs modes d'existence. De plus, il dénie à ces groupes sociaux le droit de considérer leur propre culture comme légitime et digne de reconnaissance par le ministère de la Culture et de la Communication”. On croit rêver ! La culture ennemie.. d'elle-même, les artistes générateurs d'exclusion sociale, la culture élitiste contre la culture du peuple, la liberté individuelle contre le totalitarisme.... Il s'agit manifestement d'un renoncement de l'exigence culturelle qui, pour se donner bonne mesure et faire figure d'une soi-disant audace, ne fait que se vautrer dans les marécages nauséabonds d'un populisme en toc et d'un misérabilisme on ne peut plus trivial.

**Pour SUD Culture Solidaires, les causes sont évidemment à rechercher** du côté des restrictions budgétaires qui, au fil des ans, ont généré un manque chronique de moyens, ce qui a considérablement freiné le rapprochement des populations les plus éloignées de certains lieux culturels : en témoignent la situation catastrophique du spectacle vivant, les tentations croissantes de désengagement financier des collectivités territoriales dans le domaine de la culture pour faire face à l'accroissement des missions transférées par l'Etat sans les compensations financières adéquates, la dégradation des conditions de vie des "intermittents du spectacle" et de tous les autres précaires, déjà éjectés des annexes 8 et 10 (propres aux intermittents) de l'assurance chômage.....

### **Un objectif : utiliser la culture comme outil d'encadrement social ?**

**Condamnant une "culture élitaire pour tous"**, cher au metteur en scène Antoine Vitez, le « rapport Lacloue/Pfister » poursuit : "Il ne s'agit plus de "rendre populaire", mais bel et bien de faire accéder le populaire au rang des intérêts culturels de notre patrimoine et de la création française. C'est dans ce glissement que s'en opère un autre : celui d'une "culture pour tous" invitant la société à adhérer à un consensus intellectuel vers une "culture pour chacun" entendant reconnaître la diversité de la culture, des cultures"

**On ne peut être plus clair dans l'affirmation que la culture** doit être placée toujours plus sous la coupe des industries médiatico-publicitaires qui ont d'abord comme moteur la rentabilité. Cette « politique des compteurs », déjà expérimentée par le Président de la République actuel lorsqu'il était ministre de l'intérieur, ne peut que conduire davantage encore à ravalier la culture au rang de divertissement, voire de marchandise. Quant à l'affirmation que la "culture pour chacun" permettrait une véritable reconnaissance de la "diversité des cultures", il nous semble, que depuis sa création, le Ministère s'est attaché à prendre en compte les pratiques culturelles dans leur diversité sans tomber dans un éventuel communautarisme. Bien au contraire, le "rapport Lacloue/Pfister" entend mettre celui-ci à l'honneur en « encourageant l'enfermement des groupes et des communautés dans "leur culture originaire"<sup>1</sup> et en mettant à l'honneur une identité nationale exaltée par la future Maison de l'Histoire de France.

### **Le programme : quand le « rapport Lacloue/Pfister » réinvente l'eau chaude**

**Les propositions d'actions « prioritaires » ne sont qu'un simple recyclage** de pratiques culturelles déjà anciennes et de dispositifs qui existent depuis des années, dans les hôpitaux, les prisons, l'école, les quar-

tiers défavorisés,... Nous avons du mal à discerner en quoi ces propositions pourraient oeuvrer pour la "culture pour chacun" et donc bénéficier du label adéquat.

**Mais ce que nous comprenons bien c'est que la "culture pour chacun"** est une modulation de la RGPP qui rabâche à longueur de journée qu'il faut faire plus avec moins et qui conduit au démantèlement du service public de la culture et à l'affaiblissement des missions du Ministère de la Culture et de la Communication. Le "rapport Lacloue/Pfister" oublie évidemment de signaler que les budgets de l'action culturelle ont systématiquement été rognés ces dernières années. Il cite par exemple la gratuité pour les jeunes dans les musées, mais semble ignorer que les conditions d'accueil, d'accompagnement et de médiation sont rognées, voire supprimées. Et nous pourrions multiplier les exemples (éducation artistique notamment). Il ne fait état d'aucun élément sur les moyens financiers qui devraient être dégagés pour garantir la réussite d'un tel plan. Si ce n'est que "*les contraintes budgétaires et humaines exigent une vision pragmatique et réaliste*".

**Les finances publiques étant ce qu'elles sont,** le "rapport Lacloue/Pfister" préconise de chercher les moyens ailleurs : encouragement au bénévolat rebaptisée "coproduction artistique entre les artistes et la population" ; "développement des pratiques culturelles en entreprise" comme si le Medef allait collaborer de bonne grâce ; "création d'un 1% social et culturel dans les grandes opérations d'urbanisme", vœu pieux qui connaîtra sans doute le même succès que la Loi SRU qui impose 20% de logements sociaux d'ici 2020 ; recours accru au mécénat des grandes entreprises et, surtout, lancement d'un "plan de numérisation", comme si une fois sur le net, tout devient accessible. Comme si le chacun chez soi, devant son ordinateur devait améliorer le lien social alors que les règles marchandes y sont encore plus fortes et que la "fracture numérique" et le risque de ghetto culturel existent bel et bien.

### **Au final : "culture du chacun pour soi" et "inculture pour tous"**

**La "culture pour chacun", si elle était mise en œuvre,** semble bien confirmer l'affaiblissement puis la disparition d'un véritable service public de la culture. Avec la RGPP, avec la mise en place du Conseil de la création artistique qui n'est en réalité qu'une agence de propagande présidentielle qui ne manque pas une occasion de dénoncer le service public de la culture, ce concept de Cpc constitue une nouvelle tentative pour amoindrir durablement notre ministère.

**La prochaine étape consistera à organiser** un "Forum national de la culture pour chacun" les 4 et 5 février, qui relaiera la tenue de forums régionaux lesquels, pour l'instant, n'ont fait l'objet d'aucune synthè-

se de leurs travaux. Pour l'instant, nous ignorons tout de son organisation, de sa vocation, des projets qui seront portés. Si ce n'est qu'à défaut des organisations syndicales et des organisations professionnelles, y seront associées des «personnalités de premier plan ayant un fort potentiel médiatique» et qu'à terme, ce qui est visé c'est d'«engager une action déterminée qui vise au long terme et installe les conditions d'une possible irréversibilité» !.

### Continuer et amplifier la riposte

Pour en revenir à cette réunion du 6 janvier, disons qu'elle s'est déroulée en deux parties. Une première partie en présence de Francis Lacloue au cours de laquelle il a maladroitement essayé de défendre son "programme" qui aurait été mal compris. C'est bien dans la méthode sarkozyste de lancer des ballons d'essai et de voir les réactions qu'ils suscitent. Côté syndical en général et SUD Culture Solidaires en particulier, il a été servi. Une deuxième partie, moins idéologique, au cours de laquelle ceux qui, au Ministère, ont réellement en charge tout ce qui touche à l'action culturelle, ont dressé les contours d'un vrai programme. Nous devrions recevoir très rapidement un nouveau texte censé servir de support au forum national. Il semble que, devant le tollé provoqué par son initiative, Francis Lacloue glisserait progressivement de "la culture pour chacun" à "culture pour chacun, culture partagée".

Cette diversion ne saurait suffire. Des actions fortes à l'initiative ou soutenues par SUD Culture Solidaires sont bien entendu d'ores et déjà<sup>2</sup> organisées pour dénoncer ce forum qui, après la mascarade des Entretiens de Valois, ne constituera qu'une nouvelle grande messe parisienne d'auto-promotion. Notre organisation syndicale appellera également à un boycott par tous les agents du Ministère en charge d'appliquer ce concept indigent. D'ici là, SUD Culture Solidaires aura l'occasion de réaffirmer ses positions, en fin de semaine, lors d'une nouvelle réunion avec Francis Lacloue et le 28 janvier lors du prochain CTPM :



\*Abandon du concept même de "culture pour chacun" et du repli sur soi

\*Vraie politique de démocratisation culturelle, c'est à dire un réel soutien à la création, à la diffusion, à l'action culturelle, aux équipes artistiques et aux acteurs culturels

\*Exigence d'une politique culturelle forte porteuse de créations de qualité tournant le dos aux impératifs d'une marchandisation omniprésente et à la revendication populiste d'une simple culture de supermarché

\*Promotion d'une culture dans laquelle les « avant-gardes » culturelles produiraient des spectacles qui aillent directement à la rencontre de la population plutôt que de chercher uniquement à les faire venir dans les lieux culturels.<sup>3</sup>

\*Affirmation d'une politique culturelle s'inspirant de la tradition de l'éducation populaire afin que toutes celles et ceux qui en sont exclus, de récepteurs passifs de la "grande culture", deviennent eux-mêmes acteurs en produisant leur propre culture artistique.

Les moyens existent. Il suffit de puiser dans les profits gigantesques engendrés par l'industrie culturelle afin de les mettre au service de l'intérêt général au lieu de servir les intérêts économiques d'un petit groupe de privilégiés.

*"Pour SUD Culture Solidaires, la garantie de la diversité culturelle, de l'équité territoriale et de conditions d'accès à la culture égales pour tous est le fondement de la politique culturelle à mettre en œuvre. Celle-ci doit en effet se construire sur les bases suivantes :*

*\* la prise en compte des pratiques artistiques dans leur diversité ;*

*\*la démocratisation et le développement culturels au niveau local s'appuyant sur l'économie sociale et solidaire en partenariat avec les pouvoirs publics (État/collectivités territoriales)."*<sup>4</sup>.

### SUD Culture Solidaires, le 11 janvier 2011.

1. Gérard Noirielle, historien, directeur d'études à l'EHESS, dans un article paru dans l'édition du 6 novembre 2011.
2. Par le Synavi par exemple.
3. Rappelons-nous que dans les 1970, les artistes les plus audacieux de cette génération ont produit des spectacles dans les usines, dans les prisons...
4. Extrait de la résolution générale adoptée par notre congrès de mars 2009 à Die. Pour en savoir plus sur le projet culturel de SUD Culture Solidaires, nous vous invitons à prendre connaissance de l'ensemble de nos résolutions : <http://www.sud-culture.org/expressions/spip.php?rubrique55>